

Samedi 17 décembre 2022 : Journée internationale des migrant.es

NON A LA CRIMINALISATION DE L'IMMIGRATION !

A Grenoble, départ de la manifestation à 14 heures à Félix Poulat

arrivée à l'espace devant le musée de peinture

La France comme d'autres pays impérialistes continue de piller les richesses naturelles de nombreux pays, paupérisant ainsi toujours plus les populations. Ce gouvernement, comme les précédents, participe régulièrement à des guerres avec leur risque de violences, massacres, viols de femmes et de jeunes. Cette politique s'inscrit à la fois dans la continuité de la Françafrique mais aussi pleinement dans une politique européenne qui n'hésite pas à collaborer avec des pays comme la Libye pour y renvoyer une partie de ceux et celles qui tentaient d'atteindre l'Europe forteresse. Faut-il aussi rappeler que 25 000 personnes se sont noyées en Méditerranée et dans la Manche depuis 2017. Celles et ceux qui atteignent enfin la France se heurtent alors à la maltraitance organisée des institutions, un vrai racisme d'État.

La loi Darmanin, encore en projet, sera la 22e loi en 30 ans sur l'immigration.

Pas encore votée, mais déjà en partie appliquée! En effet, la lettre de Darmanin aux préfets leur demande de mettre en œuvre dès aujourd'hui certains aspects du projet de loi avec l'objectif d'expulser davantage de migrants et de leur rendre la vie encore plus impossible:

- OQTF systématique pour tous les étrangers en situation irrégulière, inscription au fichier des personnes recherchées, assignation à résidence ou placement en CRA (centre de rétention administrative)
- Pour augmenter la traque, Darmanin crée une « police du séjour », prévoit la création de nouveaux CRA et l'augmentation du nombre de places dans les LRA (lieux de rétention administrative) qui passeront de 130 à 300 places en 2023.
- La privation accentuée des libertés s'accompagne d'une privation de droits, notamment de l'AME (aide médicale d'état), remet en cause l'inconditionnalité du droit à l'hébergement et entend sortir des logements sociaux les migrants qui ont pu y accéder avant que la préfecture ne leur retire titre de séjour et droit au travail.

Le projet de loi est dangereux, il favorise la montée du racisme et du fascisme. En renforçant encore le phénomène de bouc émissaire vis à vis des étrangers, Darmanin et Macron accentuent la politique discriminatoire et raciste vis à vis d'eux et d'elles. Ils espèrent nous diviser alors que notre unité est indispensable face aux mesures antisociales en cours .

Le projet de loi crée un nouveau titre de séjour « métiers en tension », un titre d'une durée de validité aléatoire, dépendant à la fois du gouvernement qui décide de la liste des métiers en tension et juge de l'évolution de leur situation en fonction du patronat et en lien avec lui. Cette mesure dite « positive » ressemble bien à un blanchiment du travail dissimulé aujourd'hui.

Solidarité avec les migrant.es !

Nous serons dans la rue pour dénoncer ce projet Darmanin et nous nous battons tant qu'il le faudra POUR :

la fermeture des centres de rétention, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de tous les sans papiers, l'égalité des droits à la santé, à un toit digne et pérenne, au travail, à l'école, la fin des discriminations racistes et des politiques meurtrières aux frontières, la fin de la politique néo coloniale de la France et le retrait des troupes françaises d'Afrique.

Premiers signataires :

AFA Grenoble, ATTAC 38, CGT 38, CTNE, CSRA, Ensemble, FSU 38, FUIQP, Intersyndicale enfants migrants, NPA 38, PCOF, RESF 38, RUSF, Syndicat CGT des travailleurs sans papiers, Solidaires 38, Survie.